

Article 21 du Règlement

payer et de devenir plus riches. Dans l'insuffisance actuelle des transports, les agriculteurs qui récoltent à l'automne stockent leur grain chez eux. Il peut y traîner de huit mois à un an sans rapporter un cent d'intérêt. Ce sont des valeurs immobilisées. Pour financer leur activité courante, les agriculteurs empruntent à la banque contre intérêts. S'ils pouvaient écouler plus vite ce volume de grain grâce à des garanties de rendement, ils toucheraient de l'argent pour leurs frais de fonctionnement, et ils n'auraient pas à payer d'intérêts. Ils auraient alors les moyens de payer plus cher, à condition que certains objectifs soient atteints. Ce serait avantageux à la fois pour les chemins de fer et pour les producteurs. J'estime que le Nouveau parti démocratique devrait réfléchir à nouveau sur ces motions.

Monsieur le Président, je dirai qu'il est 1 heure, parce qu'il est 1 heure.

M. Althouse: Je pense qu'il a pris environ huit minutes.

Le président suppléant (M. Blaker): Je pense alors qu'il faut procéder ainsi, parce que je remarque qu'il y a deux députés qui demandent la parole. En conséquence, étant donné que le député de Crowfoot a terminé son intervention, lorsque nous passerons à l'ordre du jour, la présidence se tournera vers qui-conque demandera la parole.

Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

LA LIBERTÉ D'INFORMATION

LE CENTENAIRE DU QUOTIDIEN «LA PRESSE»

M. Robert Gourd (Argenteuil-Papineau): Madame le Président, il aura fallu beaucoup d'audace pour lancer en 1884 le quotidien *La Presse*. Au service des idées d'abord, ce quotidien est devenu le reflet du mode de vie des gens au cours des âges. Avec le journal *La Presse* nous amorçons l'année centenaire aujourd'hui. Ce sont 100 ans d'actualité que l'on peut retracer, mais d'abord et avant tout 100 ans de la vie d'un quotidien devenu une institution tellement importante que même les législateurs ont voulu la protéger. Madame le Président, nous serait-il permis aujourd'hui de saluer ces hommes et ces femmes qui ont assuré notre liberté d'information au cours des ans, les journalistes, certes, qui sont importants, mais également les pressiers, les typographes, les jeunes qui livrent le quotidien aux maisons, et tous les autres?

Avec *La Presse*, on pourrait dire: Le temps passe, tout change, mais on peut toujours compter sur ce quotidien. Vive notre société démocratique qui permet une telle liberté de presse, une telle liberté d'information et même l'encouragement!

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE

WHITE FARM EQUIPMENT LTD.—ON DEMANDE AU
GOUVERNEMENT DE MAINTENIR LA SOCIÉTÉ EN ACTIVITÉ

M. Lee Clark (Brandon-Souris): Madame le Président, des représentants du gouvernement ont rencontré hier le liquidateur dans l'affaire de White Farm Equipment Limited, ce qui annonce une décision imminente sur le sort de cette société. Personne ne saurait s'en inquiéter davantage que les quelque 120 concessionnaires, les mille employés et les milliers d'agriculteurs qui ont de la machinerie White Farm. Les rumeurs que le gouvernement a fait courir sèment le désarroi parmi eux. Un concessionnaire de Warren, au Manitoba, a expédié au ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Lumley) un télégramme pour lui dire qu'il n'y a pas d'autre solution que de permettre dès maintenant à White Farm de se maintenir en activité.

Ce concessionnaire et ses collègues qui ont signé des pétitions pour demander le maintien de la société semblent croire que le gouvernement ne se soucie pas nécessairement que l'entreprise demeure une entité distincte et rentable. Pourtant, le syndic a reçu des offres à cette fin.

Les agriculteurs qui possèdent des instruments aratoires White Farm veulent avoir la garantie qu'ils pourront trouver des pièces de rechange. Les concessionnaires ne veulent pas être obligés de fermer boutique. Ils ne tiennent pas non plus à vendre d'autres marques puisqu'ils ont très souvent des concurrents tout proches qui le font. Ils veulent donc la garantie de pouvoir rester en affaires. Ils ne demandent certainement pas la lune.

* * *

LE DÉSARMEMENT

LE JEÛNE DE 61 JOURS POUR PROTÉSTER CONTRE LES DÉPENSES
MILITAIRES MONDIALES

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est): Le 5 octobre, madame le Président, Karen Harrison, jeune danseuse torontoise, a interrompu son jeûne de 61 jours, destiné à attirer l'attention sur les liens entre les dépenses militaires et la famine dans le monde entier. A la fin de son jeûne, elle a demandé aux Canadiens de participer aux divers rassemblements en faveur du désarmement qui auront lieu le samedi 22 octobre, et de jeûner le 24 octobre, jour des Nations Unies, afin de consacrer l'argent ainsi épargné au développement international.